

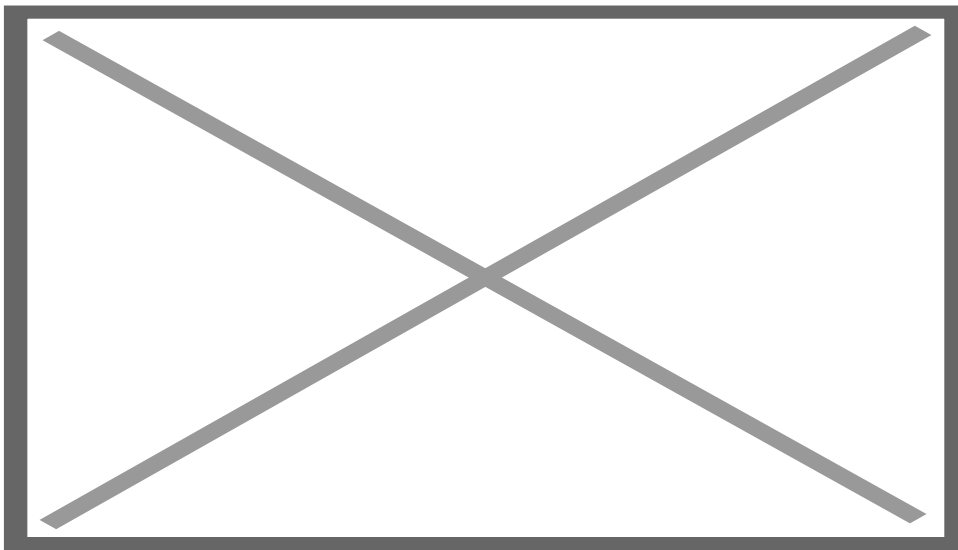
Quâ??advindra-t-il aprÃs Abbas et Netanyahu ?

Description

Par Alaa Tartir, le 18 aoÃt 2017

Alaa Tartir est le directeur de programme dâ??Al-Shabaka, RÃseau Politique Palestinien.

Une absence de leadership se profile, et les effets sur le processus de paix et la vie quotidienne inquiÃte de nombreux observateurs.



Des questions se profilent sur qui sera le prochain leader en IsraÃl et en Palestine. (Reuters)

Avec le Premier ministre israÃlien Benjamin Netanyahu accusÃ de corruption, le PrÃsident palestinien Mahmoud Abbas et le nÃgociateur en chef Saeb Erakat souffrant de problÃmes de santÃ, les analystes prÃdisent une crise politique dans les prochains mois en IsraÃl/Palestine.

Bien que la diffÃrence de traitement des Palestiniens dans les territoires occupÃs, par IsraÃl ou lâ??AutoritÃ palestinienne (AP), sâ??amenuise sans cesse, IsraÃl demeure la puissance occupante selon le droit international, dÃniant toujours leurs droits aux Palestiniens des deux cÃtÃs de la Ligne Verte et en tant que rÃfugiÃs.

La question actuelle omniprÃsente semble Ãtre : Â« Qui sera le prochain premier ministre/prÃsident dâ??IsraÃl/Palestine ? Â»

Une absence de leadership se profile. Ses effets sur le processus de paix et la vie quotidienne a inquiÃtÃ de nombreux acteurs, spÃcialement ceux qui, dans la communautÃ des donateurs internationaux, ont investi des millions de dollars pour maintenir le statu quo.

Ils n'ont pas besoin de s'inquiéter : Bien que les raisons du vide ne soient pas les mêmes pour les Israéliens et les Palestiniens, il sera comblé des deux côtés par des institutions et des personnes similaires locales et enracinées.

De plus en plus d'observateurs prédisent que Netanyahu purgera une peine de prison dans un avenir proche, ce qui, d'après l'ancien conseiller Neve Gordon, ne voudra pas dire grand-chose pour la politique israélienne envers les Palestiniens.

Les successeurs potentiels de Gideon Saar du Likoud à Naftali Bennett de Maison Juive, Avi Gabbay des Travailleurs, Yair Lapid de Yesh Atid ont des vues très peu différentes de Netanyahu. En réalité, ces possibles premiers ministres sont même plus racistes et investis dans le projet colonial israélien.

Alors que Donald Trump entrait à la Maison Blanche, Saar a demandé au gouvernement israélien de « se dissocier du paradigme des deux États et de rejeter l'idée dangereuse de l'installation d'un État palestinien au cœur d'Israël », affirmant que « les conditions sont propices à ce genre de marche ».

Il a également plaidé pour « une solution fédérative jordanienne-palestinienne ». Bennett, de son côté, a plaidé maintes fois pour l'annexion de la Cisjordanie, déclarant que « l'ère de l'État palestinien était dépassée ».

L'année dernière, Lapid a annoncé : « Il faut que nous fassions sortir les Palestiniens de nos vies. Ce que nous devons faire, c'est construire un haut mur et les éliminer de notre vue. » Ce virage aigu à droite, surtout quand il s'agit de questions concernant la Palestine, va encore davantage renforcer les institutions et les experts qui diffusent des vues extrémistes, selon les analystes et observateurs.

Cela a entraîné un processus long à réaliser, comme le récent rapport stratégique annuel de Madar au Forum Palestinien pour les Études Israéliennes. Les enquêtes d'opinion publique et les tendances de ces dix dernières années illustrent des changements troublants dans la société israélienne, tels que la naissance de communautés de colons radicaux, ce qui ne laisse augurer rien de bon pour la paix et la justice.

Les actions publiques à la transplantation pulmonaire d'Erekat, lors du procès pour meurtre d'Elor Azaria ou encore celles lors de l'occupation de la maison d'une famille palestinienne d'Hébron par des colons, montrent à quel point la société israélienne reste loin d'un engagement, dans quelque forme que ce soit, d'un projet sérieux pour construire la paix.

Comme l'explique Gideon Levy : « Pour générer un changement, la société israélienne doit s'engager dans un processus douloureux, dont on ne voit aucun signe à l'horizon. Netanyahu s'en va et Israël reste ce qu'il était. » En tant que telle, la société coloniale dans son ensemble n'est pas juste les établissements politiques et de sécurité qui régneront après Netanyahu.

La situation n'est pas du tout meilleure du côté palestinien, puisque les lacunes de la politique politique s'accroissent, la fragmentation s'approfondit et les divisions internes se durcissent. La fragilité du système politique palestinien est encore plus exposée en raison du récent check-up médical d'Abbas et de la détérioration de la santé d'Erekat.

Pour alléger un peu le risque lié à la transition politique, Abbas a décidé de faire monter en grade une fois de plus son chef du renseignement, Majid Faraj.

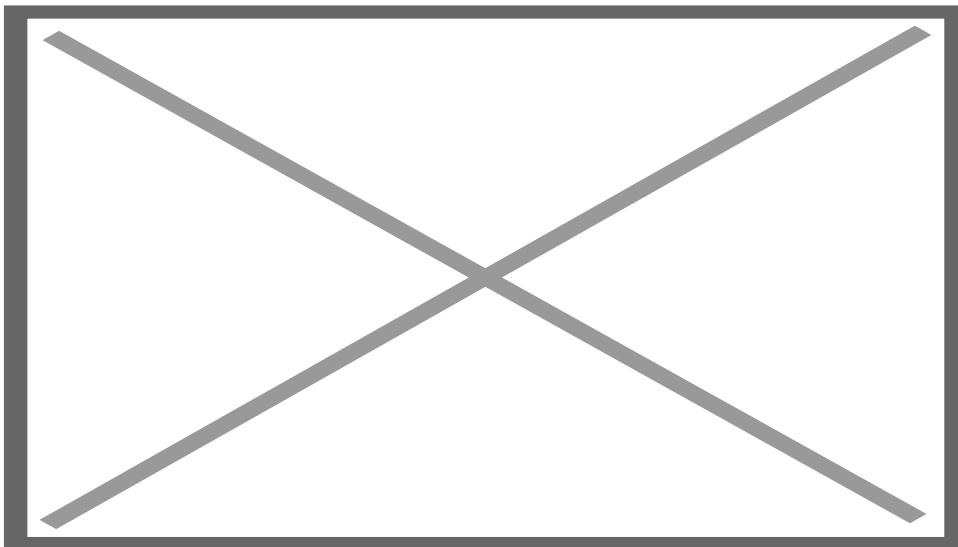
Au cours de la dernière décennie, l'AP et la communauté des donateurs ont investi des milliards de dollars dans la réforme du système sécuritaire. La direction de l'AP, soutenue par les donateurs, prépare maintenant les forces de sécurité de l'AP à dominer la période de l'après Abbas. Ceci n'augure rien de bon pour la démocratie, surtout étant donné le mantra de l'AP qui consiste à gouverner avec « une main de fer » depuis 2007.

Sous prétexte d'assurer la stabilité et d'éviter le chaos, l'AP est devenue de plus en plus autoritaire et s'est servie de ses forces de sécurité pour consolider sa position. Avec un tel environnement, il est difficile d'imaginer quelque transition démocratique significative que ce soit, même si les élections au Conseil National Palestinien prennent place en automne comme prévu actuellement.

L'élection telle qu'envisagée actuellement est tout sauf inclusive, transparente ou représentative. Elle risque aussi d'aggraver la division entre Palestiniens et de créer des distorsions supplémentaires et une fragmentation du mouvement national palestinien, avertissement donné par l'analyste Hani al-Masri.

Un régime répressif de plus, c'est la dernière chose dont le peuple palestinien a besoin. En outre, le contrôle du système sécuritaire de l'AP sur le système politique palestinien ne fera qu'affaiblir un régime politique déjà dysfonctionnel. L'élite politique va également soutenir la collaboration des forces de sécurité avec Israël, comme d'habitude par les Accords d'Oslo de 1993.

Tandis que la direction palestinienne actuelle qualifie cette coordination sécuritaire de « sacrée », pour quelques futurs dirigeants du Fatah, elle fait aussi « partie intégrante de notre stratégie de libération ».



L'AP est devenue de plus en plus autoritaire et s'est servie de ses forces de sécurité pour consolider sa position. (Mohamad Torokman/Reuters)

De plus, les dirigeants politiques continueront à s'accrocher au paradigme raté des deux Etats et au « processus de paix » parrainé par les Etats Unis. En réalité, l'élite politique dominée par le Fatah trouve même une source d'inspiration dans l'administration Trump.

La semaine dernière, le chef de la représentation de l'Organisation de Libération de la Palestine à Washington a déclaré : « Notre principale source d'enthousiasme et d'espoir, c'est le président Trump lui-même. » Quoi qu'il arrive après Abbas et Netanyahu, cela ressemblera à ce que nous avons

aujourd'hui. Pour changer cet État de fait, il faut une résistance à toutes les tendances abordées plus haut.

Un changement réel ne peut venir des mêmes institutions qui ont nourri les régimes de Netanyahu et de Abbas, et il ne viendra pas non plus des « leaders » en ligne pour les postes de premier ministre et de président. Eux aussi font partie du cadre institutionnel qui a soutenu l'occupation israélienne et le statu quo.

La panacée pour un vrai changement émerge d'un engagement dans des actions collectives litigieuses qui visent à défier les acteurs et les institutions existants dans leur préention la représentation politique. Fondamentalement, ceci nécessite la création de nouveaux corps institutionnels efficaces, légitimes et représentatifs qui soient inclusifs, menés par le peuple et démocratiques dans leur structure et leur projet.

Pourtant, la question demeure : Bien que le peuple palestinien attende désespérément un changement, est-ce que cela intéresse la société israélienne ? Ou bien est-elle heureuse d'Israël tel qu'il est, un État colonial de peuplement et qui viole le droit international tout en tirant profit de l'oppression et de l'occupation d'un peuple ?

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

date créée
2017/08/21